

Département Politique
Suisse

Berne, le 24 mars 1920.

Division des Affaires Etrangères

—◆—
AJ.

Prière de rappeler ce numéro
dans la réponse

Monsieur le Ministre,

Depuis le départ de notre dépêche du 17 mars, le Département a reçu une série de renseignements que nous avons l'honneur de vous communiquer ci-après.

Autriche.

Les événements de Berlin ont provoqué à Vienne un grand cortège de démonstrations socialistes. On y a acclamé la république des Conseils et les héros communistes. Le prolétariat entendait par là protester contre la loi militaire votée depuis par l'Assemblée Nationale. Toute la presse viennoise fraternise sur le terrain de la Juiverie contre le "Junkertum anti-sémite prussien". La presse de droite se montre réservée.

Le 18 mars, le Gouvernement saluait avec sympathie une légère évolution de l'Allemagne vers la gauche, mais pas vers l'extrême gauche, car la recrudescence du mouvement spartacien ne manquerait pas de contaminer les milieux révolutionnaires autrichiens, qui ont commencé immédiatement à s'agiter çà et là.

La tournure que prennent depuis lors les événements d'Allemagne justifient entièrement l'inquiétude du Gouvernement autrichien.

Espagne et Maroc.

L'opinion paraît partagée sur les capacités et les connaissances juridiques du représentant espagnol à la Société des Nations, M. Quinones de Leon, qui doit sa carrière diplomatique et cette nomination à la faveur particulière du Roi.

Une grève partielle des chemins de fer vient d'éclater.

D'après M. Mengotti, la propagande bolchéviste en Espagne serait loin d'être aussi intense que le dit la presse étrangère. Toutefois, le Gouvernement est sur ses gardes.

Au sujet de la question de Tanger, le Gouvernement Espagnol estime que, malgré la renonciation de l'Allemagne à ses droits, l'acte d'Algésiras reste en vigueur pour ce qui concerne l'Espagne. Le Ministre d'Etat a laissé sousentendre, à l'occasion d'une interpellation au Sénat, que les droits de l'Espagne seraient défendus avec toute énergie, ce qui n'excluerait nullement une cordiale entente avec les autres pays intéressés. L'ex-Ambassadeur d'Espagne à Paris, ~~et~~ Mr. Perez Caballero, a fait valoir dans un journal madrilène les raisons pour lesquelles l'Espagne revendique la possession de Tanger, et il tend à démontrer que les intérêts de la France sont bien différents. La nomination du nouvel Ambassadeur de France à Madrid, Mr. de Saint-Aulaire, qui connaît exactement le problème marocain, est bien accueillie.

L'opinion espagnole à l'égard de la survivance de l'Acte d'Algésiras, que la diplomatie française cherchait, un moment donné, à faire considérer comme détruit par l'article 141 du Traité de Versailles, rencontre notre sympathie. Elle est d'ailleurs partagée au Foreign Office, où on estime que l'acte d'Algésiras ne pourrait être supprimé qu'avec le concours des signataires. L'Angleterre n'ayant pas encore pu s'entendre avec la France, à propos de l'Egypte, n'a pas encore renoncé au régime

des capitulations au Maroc; de même les Etats-Unis d'Amérique, qui refusent, pour le moment, de ratifier le Traité de Versailles. Vous trouverez prochainement dans la Feuille Fédérale le nouveau message du Conseil Fédéral tenant compte des grands changements survenus depuis 1914 au Maroc, mais nous recommandons néanmoins à l'Assemblée fédérale la ratification de l'accord franco-suisse du 11 juin 1914, relatif à la zone française de l'Empire Chérifien.

Roumanie.

Le mouvement socialiste révolutionnaire prend une tournure inquiétante avec programme communiste, ultimatum aux patrons, menace de grève générale. Pour empêcher une crise, le Roi a chargé le général Averesco de constituer un nouveau Ministère, auquel incombera la tâche difficile de combattre l'agitation révolutionnaire.

Républiques de La Plata.

Notre Ministre à Buenos-Aires nous informe que l'Uruguay s'empresse de renouer ses rapports avec l'Allemagne. Le Président de la République a laissé entrevoir au représentant allemand que la République orientale n'exécutera pas la liquidation des biens allemands prévue par le Traité de Versailles.

France.

La presse française et la presse suisse s'occupent des difficultés que la France rencontre en Alsace-Lorraine. La France paraît avoir fait fausse route au début, en envoyant dans cette province des fonctionnaires absolument étrangers au pays et, par conséquent, étrangers aux traditions séculaires de l'Alsace, à son caractère tout-à-fait différent de celui de la France et des Français. L'administration d'Alsace-Lorraine se bornait à transmettre des dossiers à Paris. Cette

situation intolérable engagea d'abord les partis "Union populaire républicaine" puis le parti démocratique républicain d'Alsace d'inscrire le régionalisme en tête de leurs programmes, de sorte que la discussion est ouverte entre Paris et Strassbourg.

Nous apprenons de source privée que les Mulhousiens sont mécontents de la prépondérance que le centralisme français donne à Strasbourg et du peu de cas que les Français font de l'importance intellectuelle et économique de cette ancienne cité industrielle.

Beaucoup de Français, entre autres des Comités de dames françaises, veulent aller "civiliser" l'Alsace par la création d'oeuvres féministes variées et sont assez étonnées de trouver dans cette province des oeuvres souvent plus anciennes, mieux organisées et plus répandues que celles de la métropole.

On nous rapporte des propos d'Alsaciens francophiles de vieille roche, qui déplorent que les Français soient en train d'agacer la population et de se rendre aussi impopulaires que les Prussiens pendant la période qui succéda au Traité de Francfort.

Beaucoup de fonctionnaires alsaciens sont mécontents de la loi française réglant leur statut, leurs traitements, leurs pensions, etc.. et désirent que le Reichsbeamtengesetz allemand leur soit appliqué.

La crise industrielle s'aggrave en France par suite de la désorganisation continue des transports et de la pénurie de combustible; cette pénurie est rendue plus inquiétante par les grèves du Pas-de-Calais et les événements qui se déroulent dans le bassin de la Sarre. Les grèves vont toujours se multipliant, bien que les plus récentes n'aient apporté aucun avantage aux ouvriers grévistes.

Dans l'industrie, beaucoup de gens envisagent l'avenir sans appréhension. Cela tient en partie, me dit-on, à ce que les grosses entreprises métallurgiques, ayant réalisé durant la guerre des bénéfices énormes, les ont affectés à la rénovation de leur outillage, à la construction d'usines nouvelles et surtout à des achats d'établissements rivaux en Lorraine, dans la Sarre et dans les provinces rhénanes.

Allemagne.

Comme nous vous l'avons déjà écrit, le Gouvernement Kapp-Lüttkowitz a capitulé "sans conditions" après avoir obtenu d'Ebert qu'il soit procédé prochainement aux élections générales et présidentielles et au remaniement du ministère. Ces concessions furent accordées sous la menace des Spartaciens agités par la crainte d'une "terreur blanche" avec laquelle Kapp avait l'intention de répondre, le cas échéant, à la "terreur rouge". Des poursuites sont ouvertes contre les "Hochverräter", mais on peut se demander si le Gouvernement Ebert osera les faire condamner.

Après la suppression du Gouvernement Kapp, Ebert s'est vu obligé, à son tour, de capituler devant les éléments de gauche, en signant avec eux un accord que vous avez trouvé dans les journaux. Mais, contrairement à ce que le Gouvernement espérait, cet accord, loin de mettre fin à la grève générale déclenchée par le Gouvernement lui-même pour affamer Kapp, n'a pas amené la paix sociale. A Berlin et dans les environs, on se bat depuis plusieurs jours à coups de fusil, de mitrailleuse et de lance-bombes. En Saxe, à Stettin, à Gotha, dans la Ruhr, dans la Westphalie, c'est la révolution. Dans le Mecklembourg et en Poméranie, les paysans chassent les grands propriétaires.

Dès le début, il était certain que le coup d'état Kapp-Lüttwitz ne pourrait être que désastreux pour l'Allemagne, et tel est bien le cas. Une armée rouge est maîtresse de la Ruhr, et a refoulé des détachements de l'armée sur territoire occupé.

A Berlin, les trams et les chemins de fer locaux ne circulent de nouveau que depuis peu de jours; on manque de tout; l'éclairage électrique et le service des eaux sont absolument insuffisants.*

Les événements ont entièrement justifié la crainte que tout le mouvement ne dégénère en révolution. La populace réclamait le retrait des troupes; elle a massacré des officiers non armés qu'on était en train d'évacuer en automobile et, même,

*La famine est imminente; même notre Légation a de la peine à se ravitailler.

des gardes civiques.

L'accord signé par Ebert avec la gauche a donné aux ouvriers organisés et armés la conscience de leur force et les rend intraitables. La troupe se bat contre des vétérans de la guerre souvent mieux exercés qu'elle.

Comme vous le voyez, le règne du bolchévisme a hélas commencé en Allemagne. M. de Planta ne croit pas qu'il se manifestera d'une façon aussi brutale et absurde qu'en Russie, mais les conséquences fâcheuses et inévitables du désarmement imposé à l'Allemagne et du blocus se montrent aujourd'hui menaçantes pour toute l'Europe. Le jour où ce qui reste de l'armée cédera, ce sera la proclamation de la République des Conseils!

A Paris, on commence à comprendre ce danger, mais on ne pense qu'à obtenir l'exécution du Traité de Paix et à mettre à cet effet un terme aux dissensions entre Alliés.

M. Dutasta n'hésite pas à déclarer que, dans ces derniers temps, la France a fait de faux pas à l'égard de l'Allemagne, et qu'elle aurait mieux fait de moins prodiguer de coups d'épingle.

Selon M. Paléologue, on ne paraît toutefois guère disposé à appliquer les mesures prévues par les articles 43 et 44 du Traité de Versailles, à cause des grandes et incalculables complications que l'occupation de la Ruhr pourrait entraîner en ce moment.

Un consul scandinave arrivé de Moscou à Paris après un pénible voyage à travers l'Allemagne a constaté certaines analogies avec la Russie bolchéviste, mais estime que les communistes n'y ont ni le pouvoir ni les moyens des Soviets russes. Les succès seraient purement locaux; la réaction des paysans et des bourgeois plus forte.

Le chef de la mission militaire anglaise à Berlin juge la situation de l'Allemagne d'une manière optimiste.

- 7 -

Suivant les nouvelles de dernière heure (les télégrammes mettent deux jours pour arriver), les parties examinent l'exigence de la gauche de constituer un Gouvernement d'ouvriers. Les socialistes seraient prêts à y collaborer si le Centre et les Démocrates sont admis dans la coalition.

Suivant les journaux, la grève aurait cessé à Berlin, mais, suivant nos télégrammes, on s'y attend encore à de sérieux combats. Le Ministre Müller ne croit pas à une marche sur Berlin de l'armée rouge, qui manquerait d'armes et de munitions. Le Gouvernement se croit certain d'avoir le dessus. Comme les communistes se sont enrôlés dans les "Einwohnerwehren" pour obtenir des armes, on a supprimé cette organisation. D'après nos renseignements privés, on a fait la même constatation en Bavière. La révolution paysanne du ^{Mecklénbourg} ~~Slesvig~~ et de Poméranie, mentionnée plus haut, ne s'étend pas.

Le Conseil des Ambassadeurs, avec le maréchal Foch, réuni à Paris, examine la situation créée par la crise allemande.

En tous cas, les conséquences politiques et économiques du malheureux coup d'état Kapp sont encore incalculables. On ne peut espérer qu'il n'aura pas de répercussions sur les pays limitrophes de l'Allemagne.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

*Le Chef
de la Division des Affaires étrangères*